

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en
ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa -
Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique
Arabe

Journal de Palestine

Dossier

N° 395 du 8.11

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon
& consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce
sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

« I have a dream ! »

3 Dossier

3-1 Adri Nieuwha: La pression monte sur Veolia.

4 Courrier des lecteurs & **trouvé sur le net** & témoignage

4-1 Attribution de la Médaille Carl von Ossietzky 2008 aux Anarchistes contre le mur et au Comité Populaire de Bil'in.

4-2 Mohammed Omer : Israël vise les étudiants palestiniens.

4-3 Tentative de pogrom à St Jean d'Acre.

5 Analyse - Géopolitique et stratégie

5-1 Ziad Medoukh : Avec le blocus ,Gaza est paralysée.5

5-2 Principes d'unité de la solidarité avec la Palestine..

5-3 Denis Charbit : L'après W. Bush.

6 Annexe :

6-1 Hamas : Son histoire de l'intérieur.

6-2 Denis Charbit : L'après W. Bush.

Tiré a part

« I have a dream ! »

Un homme noir à la Maison Blanche !

Un rêve réalisé

Hommage à Rosa Parks et à Martin Luther King

- Si l'on doit rendre un hommage à ceux qui ont rendu possible la victoire de Barak OBAMA à l'élection présidentielle des États unis d'Amérique, on le doit d'abord à Rosa Parks et à Martin Luther King (ainsi qu'à leurs compagnons anonymes) dont le rêve a été enfin réalisé.

C'est grâce à leur combat contre le racisme des esclavagistes blancs et à la prise de conscience qu'ils ont transmise aux générations afro-américaines que la victoire de Barak OBAMA a été possible ce 4 novembre 2008. Le rêve de la liberté de Martin Luther King a été enfin réalisé.

- Ensuite, on doit féliciter le peuple américain pour s'être débarrassé du fardeau d'un racisme séculaire qui a souillé l'image de leur pays dont les adeptes, bien qu'ils soient minoritaires aujourd'hui, demeurent encore nombreux au sein des institutions américaines, y compris au sein du parti démocrate qui a investi Barak OBAMA.

- Enfin, on doit féliciter le nouveau Président des Etats-Unis d'Amérique, « Barack Hussein OBAMA » pour avoir arraché cette victoire historique au représentant de la nouvelle barbarie en la personne de McCain, qui incarne la continuité de la politique impérialiste de G. W. Bush.

Jusqu'au dernier moment, les nostalgique de l'esclavagisme ont utilisé la stratégie la plus cynique pour dénigrer le candidat issu des couches modestes américaines, sans fortune personnelle. Ni l'avion personnel de son concurrent, McCain et sa fortune dont il a eu le culot de vanter pour essayer de ridiculiser le candidat « fauché », ni les milliardaires qui l'entouraient n'ont suffi pour entamer la volonté des Américains qui ont décidé d'en finir avec l'image terne que Bush a donné à leur pays.

Nous avons vu la meute de médias au service de McCain pointer du doigt le candidat métis, en le nommant « Hussein OBAMA », le « musulman », donc l'« islamiste », voire le « frère jumeau » de Ben Laden. Par ces insinuations, ils espéraient pouvoir influencer les électeurs pour voter en faveur de McCain.

Le mépris envers le candidat OBAMA a atteint son paroxysme avec le « spot » méprisant de l'acteur américano-autrichien, Arnold Schwarzenegger, que nous avons vu aux côtés du candidat républicain, McCain. Devenu politicien et gouverneur de Californie, Arnold Schwarzenegger s'est spécialisé dans le ridicule avec son humour qui relève du cynisme. Il s'est moqué de Barak OBAMA, le « frêle », à qui il recommande de « muscler ses jambes », car l'acteur a fait fortune grâce à ses muscles, en jouant les rôles des personnages qui incarnent la puissance musculaire, tels « Hercule » et « Batman », et rien d'autre. A quoi servent les muscles si on n'a rien dans le crâne sinon de faire fortune dans le monde de business ?

Un homme noir à la Maison Blanche !

Oui, un homme noir devenu Président des Etats-Unis d'Amérique, locataire à la Maison Blanche, est un événement sans précédent aux USA, qui peut donner l'espoir d'un grand changement non seulement pour les Américains mais aussi pour le monde entier. Et d'abord un événement heureux pour le peuple américain qui a vu le mur de la honte raciale définitivement tombé à l'instar du mur de Berlin.

Cet exploit est réalisé 43 ans après l'assassinat de Martin Luther King, 40 ans après la fin de la loi qui obligeait un(e) noir(e) de se lever lorsqu'un(e) blanc(he) montait dans un moyen de transport public, et trois ans après la mort de Rosa Parks, la couturière noire Afro-américaine (morte le 24 octobre 2008) qui était la première à avoir refusé de céder sa place à un blanc dans un bus de Montgomery (Alabama - USA). Hommage à ces héros qui ont préparé le terrain aux leurs pour mettre fin à l'apartheid dans ce pays - dont l'Etat a été construit, rappelons-le, sur les terres et les corps du peuple d'origine de ce pays, qu'on appelle aujourd'hui les Indiens d'Amérique.

Aussi, cette victoire donne l'espoir à tous les peuples épris de liberté, puisque ce changement pourrait mettre fin à l'arrogance et au mépris qu'éprouvent envers les peuples du tiers-monde ceux qui ont gouverné les USA jusqu'à cette date historique du 4 novembre 2008, et dont le dernier de ces monstres est G.W. Bush. Les questions que l'on peut se poser sont celles-ci : Barack OBAMA pourra-t-il réaliser le rêve suprême de Martin Luther King : celui de la paix et de la fraternité, non seulement entre les Américains mais aussi entre ces derniers et le reste des peuples du monde ? Les Bush et leurs acolytes ont réussi à récolter la haine de la majorité des peuples du monde entier, Barack OBAMA réussira-t-il à gagner l'amitié de ces derniers pour son peuple ? Enfin, Barack OBAMA pourra-t-il réaliser le rêve du peuple palestinien : celui de vivre en paix, libre et avec dignité, en obligeant l'Etat d'Israël d'appliquer les résolutions de l'ONU ? Espérons-le.

L'exemple américain pourra-t-il élire domicile en France ?

Pourrons-nous espérer que ce qui s'est passé aux USA puisse arriver en France ? Pourrons-nous voir, un jour, un citoyen français issu des ex esclaves ou des ex colonisés arriver à briguer un mandat présidentiel, voire occuper le palais de l'Elysée ? Bien que l'esprit colonial domine encore au sein des institutions politiques et administratives françaises, rien n'est impossible. Par ailleurs, les communautés concernées sont-elles capables de produire un « Luther King » pour briser la barrière de la discrimination raciale dont souffrent encore quelques cœurs des nostalgiques des « paradis perdus » en Afrique et en Asie ?

Oui, pour réaliser en France ce que les Américains ont pu réaliser ce 4 novembre 2008 en élisant un métis, fils d'un immigré Kényan, arrière petit-fils d'esclaves comme Président des USA, l'organisation de ces communautés et la production d'un « Luther King » unificateur est une condition sine qua non. Dans le cas contraire, elles resteront éternellement en marge de la société, exposées à toutes les spéculations politiques. Elles doivent savoir que si elles ne font pas d'effort elles-mêmes pour arriver à gagner leur place dans la société, personne d'autre ne le fera ni ne voudra le faire à leur place.

Si le rêve de Martin Luther King a été réalisé par les siens aux USA, grâce à leurs efforts, il n'est pas impossible pour les exclus de France de le réaliser aussi. Pour ce faire, ils doivent impérativement s'organiser et multiplier d'efforts afin de le mériter.

Ceci dit, c'est aux citoyens issus des communautés citées de faire autant que les Afro-américains pour réaliser leur rêve en France.

Chérif BOUDELAL

Le courrier électronique est-il discret ou non ?

Jacques Henno, journaliste nouvelles technologies, auteur de "Tous fichés", mercredi 03 mai 2006

Jacques Henno : Non. Tout courrier électronique qui circule sur Internet peut être intercepté par des tiers qui le veulent.

On estime par exemple que la majorité du courrier électronique échangé dans le monde transite par les Etats-Unis.

On est à peu près sûr que la NSA (National Security Agency), l'agence de surveillance électronique américaine, intercepte les courriers électroniques qui transitent par les Etats-Unis.

LEMONDE.FR | 25.04.06 |

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Adri Nieuwha: La pression monte sur Veolia.

En refusant de prendre en compte les nombreux appels de militants pour leur retrait du projet de tramway de Jérusalem, Veolia et Alstom n'ont servi qu'à renforcer leur image comme des entreprises qui se moquent des droits humains et du droit international.

Dans la Jérusalem-Est occupée, le réseau du tramway israélien que construit actuellement, en violation du droit international et sur un territoire saisi aux Palestiniens, la société européenne Veolia va modifier fondamentalement le paysage. Veolia et Partner Alstom ont poursuivi leur implication dans ce projet contesté, attirant l'attention des institutions financières et des organisations civiles. Récemment, la Coalition civile pour la défense des Droits palestiniens dans Jérusalem, qui comprend 18 institutions, a mis sur liste noire Veolia en tant que société compromettant les droits humains palestiniens, car elle a délibérément ignoré les appels à se retirer du projet de tramway.

Matthijs Bierman, directeur de la banque néerlandaise en pleine expansion, Triodos, a noté cet été dans la publication Triodos Nieuws, que les clients « votaient avec leur pied ». Chaque fois qu'ils achètent un produit ou un service, ils votent en faveur de la société. Alors que les clients peuvent aussi exprimer un vote négatif en boycottant les produits comme ils l'ont fait pour ceux exportés par l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid. Interrogée sur sa politique d'investissement dans Veolia et Alstom, la banque a répondu qu'elle n'avait pas investi et qu'elle n'investira pas dans ces entreprises. Triodos ne veut pas soutenir des régimes dictatoriaux à cause de leur caractère antidémocratique. En Palestine, en raison de l'occupation israélienne, la démocratie est impossible. C'est pourquoi Triodos exclut explicitement les sociétés qui aident à la poursuite d'une occupation, comme Veolia, Alstom, Motorola et Caterpillar.

Dans une interview publiée récemment par le site Business and Human Rights Recourse Center, des analystes d'un cabinet conseil suédois, Ethix, qui aide les investisseurs dans des investissements responsables, ont expliqué que les résolutions des Nations unies sur la colonisation israélienne étaient prises en compte dans la sélection des sociétés pour ses clients. Ethix vise les sociétés qui fournissent des engins mécanisés pour détruire les maisons palestiniennes ou qui fabriquent et livrent de façon répétée des armes utilisées contre les civils en violation du droit humanitaire. Ethix a appris la participation de Veolia et d'Alstom dans le projet de tramway de Jérusalem par des articles de presse et a établi que ce projet ne répondait pas aux normes internationales pour les investissements responsables.

Dans le procès contre Veolia et Alstom en France, ces sociétés ont soulevé une série d'objections pour éviter une discussion sur le fond à l'audience. Par exemple, elles ont d'abord affirmé qu'elles n'avaient jamais signé de contrat avec le gouvernement d'Israël. N'empêche que le tribunal de Nanterre a ordonné, en juin, à Veolia et Alstom de produire le contrat complet du tramway, signé le 22 septembre 2004, avec ses avenants et une traduction légalisée en français. Début septembre 2008, les sociétés ont déposé tous les documents requis au tribunal et la prochaine audience est prévue le 24 novembre 2008, où les avocats représentant l'OLP (Organisation pour la libération de la Palestine) et l'AFPS (Association France Palestine solidarité) présenteront leurs conclusions. Le tribunal décidera de la procédure à suivre après cette audience.

Des fonds de pension néerlandais ont exclu les entreprises impliquées dans la production d'armes suite à des pressions de clients. Inspirés par cette politique, des militants ont demandé à PGGM, l'un des principaux fonds de pensions néerlandais, de se dégager de Veolia, l'une des 4 500 sociétés de son portefeuille. Chaque année, l'institution indépendante Dutch Sustainability Research examine le cas de toutes les sociétés sur leur possible implication dans des violations des droits humains, pour le compte de PGGM. Bien que Veolia n'ait pas été signalée par Dutch Sustainability Research, PGGM a promis de s'informer sur les activités de cette société et de déterminer si une action s'imposait. Dans d'autres pays européens, des militants ont commencé à faire pression sur des fonds de pension et des conseils municipaux pour qu'ils excluent Veolia de leurs relations.

Au cours de ces dernières années, des militants du Danemark, de France, d'Irlande, des Pays-Bas, de Norvège, de Suède et de Suisse, ont fait passer un message clair aux institutions de leur pays pour qu'elles écartent les entreprises qui profitent de l'occupation israélienne. En refusant de prendre en compte les nombreux appels de militants pour leur retrait du projet de tramway de Jérusalem, Veolia et Alstom n'ont servi qu'à renforcer leur image d'entreprises qui se moquent des droits humains et du droit international.

samedi 25 octobre 2008 - 06h:29

Adri Nieuwhof

The Electronic Intifada

22 octobre 2008 –

Traduction : Info-Palestine.net

4 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Attribution de la Médaille Carl von Ossietzky 2008 aux Anarchistes contre le mur et au Comité Populaire de Bil'in.

25/10/2008

Ligue internationale des droits de l'Homme

« In the spirit of Carl von Ossietzky »

Le Conseil exécutif, Berlin, 13 Octobre 2008

Communiqué de presse

Attribution de la Médaille Carl von Ossietzky 2008

Cette année, la cérémonie de remise de la Médaille Carl von Ossietzky aura lieu le 7 décembre 2008 de 11 heures à 13 heures dans la « Haus der Kulturen der Welt » (Maison des Cultures du Monde), à Berlin.

(La conférence de presse aura lieu le 6 Décembre 2008 à 10 heures à la Maison des Cultures du Monde.)

Le Conseil d'administration de la Ligue internationale pour les droits de l'homme honore deux groupes pour leur courageux dévouement aux droits de l'homme :

Invité d'honneur à la cérémonie de remise des prix, le journaliste israélien et militant pour la paix, Uri Avnery s'exprimera à cette occasion. Il interviendra également lors de la conférence de presse.

Soixante ans après la Déclaration universelle des droits de l'homme proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies (le 10 Décembre 1948), la médaille Carl von Ossietzky distinguant des actions exceptionnelles dans la lutte pour les droits de l'homme revêt une importance particulière.

Le 4 mai 2008 marque le 70ème anniversaire de la mort du prix Nobel de la paix et pacifiste Carl von Ossietzky, qui, en raison de sa résistance farouche au militarisme, à la guerre et au racisme, a été envoyé de force au camp de concentration de Sonnenburg (situé près de l'actuelle ville polonaise de Slonsk) où il a été cruellement torturé. Dans cet esprit, le Conseil d'administration de la Ligue internationale pour les droits de l'homme salue les deux groupes qui, avec le courage de leurs convictions, en accord avec les idées de Carl von Ossietzky, luttent ensemble pour une cause commune.

Les anarchistes contre le mur et le Comité populaire de Bil'in représentent la résistance non-violente au « mur de séparation » israélien construit sur les terres palestiniennes, ainsi que la constance et les multiples campagnes contre l'occupation israélienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Ces groupes incarnent un regard prospectif sur une culture sans exclusion et sans destruction, démontrant ainsi la possibilité de vivre ensemble en paix et en toute liberté.

Ils représentent également leur cause sur la scène internationale. Par exemple, le village de Bil'in a entamé une poursuite judiciaire contre deux sociétés immobilières à la Cour supérieure du Québec en raison de leur participation à la construction, essentiellement sur les terres de Bil'in, de la colonie israélienne de Modiin Illit.

Les deux groupes ont été fondés par de jeunes militants quasiment à la même période :

Les anarchistes contre le mur ont été créés en 2003 pour protester contre la construction du mur par Israël.

Le Comité populaire de Bil'in a été fondé en Décembre 2004 en réaction à la planification - et dans l'intervalle la construction - par Israël de la « barrière » qui sépare le village de 60% de ses terres et de ses oliviers.

Les deux groupes doivent leur efficacité à leur politique indépendante, autodéterminée et transparente ainsi qu'à leur pratiques non-violentes. Les manifestations du vendredi à la barrière à Bil'in ont été organisées par le comité populaire du village chaque semaine depuis 2005, ont conduit à la formation d'un vaste réseau international de soutien et de protection. La police des frontières israélienne tire à bout portant sur les manifestants des gaz lacrymogènes, des balles d'acier recouvertes de caoutchouc, et, plus récemment, des produits puants, provoquant de graves blessures corporelles aux manifestants non-violents.

En honorant les Anarchistes contre le mur et le Comité populaire de Bil'in, le Conseil d'administration de la Ligue internationale pour les droits de l'homme met en lumière les convictions communes de ces groupes qui les aident à surmonter beaucoup d'obstacles et de dangers et leur volonté mutuelle d'un idéal : un avenir digne et commun. A l'ère de la mondialisation, leurs activités sont exemplaires et d'une grande importance pour atteindre les idéaux de la Déclaration universelle des droits de l'homme et vont bien au-delà des « frontières » Israël-Palestine.

Rachel et Uri Avnery prendront part à la cérémonie de remise des prix où ce dernier prendra la parole en tant qu'invité d'honneur. Il s'exprimera également à la conférence de presse.

4-2 Mohammed Omer : Israël vise les étudiants palestiniens.

Quand Hazem Husssain, 28 ans, a été informé par courrier qu'il était admis dans une université californienne pour préparer une licence en commerce, il a été très heureux. Toutefois, à présent il ne sait pas quoi faire.

Des étudiants palestiniens coincés à Gaza, incapables de rejoindre leurs universités à l'étranger, manifestent devant le bureau des Nations unies à Gaza City en septembre 2008.(Wissam Nassar/MaanImages)

Gaza City(IPS)-

Il est admis à l'université, il a un visa pour les États-Unis, mais les Israéliens ne le laissent pas sortir.

« J'essaie de partir par tous les moyens possibles depuis un an » dit-il, « mais je n'y arrive pas ». Le semestre a commencé il y a quelques semaines.

Saed Badawi, 22 ans, a été admis dans une université allemande, mais lui aussi est coincé. « Cette situation m'anéantit. Le renouvellement de mon visa prendra beaucoup de temps vu tous les nouveaux critères et procédures ».

Juliet al-Tork, 18 ans, a été acceptée à l'université de Yarmouk en Jordanie pour suivre des cours de traduction ; elle est parmi des centaines d'étudiants qu'Israël n'autorise pas à sortir. « Tous les jeunes ont l'occasion d'étudier, sauf moi ».

« Israël met les bâtons dans les roues de ceux-là mêmes qu'il devrait encourager » dit Sari Bashi, directeur exécutif du centre juridique Gisha pour la liberté de mouvement. Gisha est un groupe israélien de droits humains qui fait campagne pour les étudiants palestiniens et contre la politique de fermeture.

« Israël ne se contente pas de refuser leurs droits aux Palestiniens, il porte préjudice à ses propres intérêts ». Bashi dit que près d'un millier d'étudiants essaient de quitter Gaza chaque année pour poursuivre leurs études ; à Gaza, les universités ne proposent que des diplômes de premier cycle. Cette année environ un tiers des étudiants a pu partir.

« En ne laissant sortir qu'un petit nombre de personnes, Israël a pu détourner l'attention des centaines d'étudiants et du million et demi de personnes bloquées à Gaza » dit Bashi. « Punir d'innocents civils pour le comportement de leurs dirigeants politiques viole les interdictions internationales et correspond à une punition collective ».

La complicité de l'Égypte est particulièrement troublante pour les étudiants, puisque l'Égypte pourrait laisser passer ces étudiants par le poste de Rafah. Elle accepte les étudiants de Gaza dans ses propres universités. Mais les étudiants disent que si les dirigeants du Hamas peuvent aller en Égypte, pourquoi ne le peuvent-ils pas ?

Il est arrivé que la sécurité israélienne poursuive les étudiants même après leur départ. Un boursier Fulbright a vu son visa révoqué lorsqu'il est arrivé à Washington DC après qu'Israël eut marqué son dossier d'un avertissement.

L'explication officielle israélienne est résumée dans une lettre du 7 juillet 2008 émanant de celle qui était alors membre de la Knesset et ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni : « l'interdiction de sortie des étudiants de Gaza relève de la décision du cabinet de sécurité du 9 septembre 2007. Le cabinet a caractérisé Gaza d'entité hostile et a placé des restrictions aux frontières pour le passage des biens et des personnes sortant de la Bande et y entrant, sauf dans les cas humanitaires ».

Israël a caractérisé Gaza d'« entité hostile » après l'échec de sa tentative de renversement du gouvernement élu avec l'aide de combattants du Fatah entraînés par les États-Unis au cours de l'été 2007.

Il y a maintenant un comité des étudiants en rade. Son représentant, Mourad Bahloul, dit que ses membres comptent monter une tente près de la frontière de Rafah en guise de protestation. « Tous les étudiants ont décidé de faire une grève de la faim jusqu'à ce que l'on nous autorise à sortir et à rejoindre nos universités » dit-il.

Bahloul a été accepté par une université britannique l'année dernière, mais n'a jamais été autorisé à sortir. Cette année, une université Malaisienne lui a accordé une place pour étudier la gestion du bâtiment, et il craint de rater cette occasion également.

Avec chaque jour qui passe mon avenir s'estompe. « Je suis tellement déçu » dit Hazem Hussein. « Je ne peux pas poursuivre ma formation. Je ne peux pas sortir et cela me coupe du monde libre. ». S'il ne peut pas partir bientôt, il perdra - au moins - une autre année.

21 octobre 2008 - Cet article peut être consulté ici :

26 octobre

Mohammed Omer - The Electronic Intifada

<http://electronicintifada.net/v2/ar...>

Traduction de l'anglais : amg

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=5259

4-3 Tentative de pogrom à St Jean d'Acre .

Les émeutes entre les Arabes et les juifs fondamentalistes dans cette ville de 50 000 habitants ont produit des ségrégations qui évoquent l'époque du nazisme, écrit Juan Miguel Muñoz.

Boutique incendiée dans le quartier arabe par les intégristes juifs - Photo : AP

Des pierres grosses comme des poings et les restes de cocktails Molotov apparaissent dans les décombres calcinés. De la maison de Berta et Mohamed Ahmed il ne reste que la carcasse. Noire. « Je vis ici depuis 28 ans et ils ont brûlé même la boîte aux lettres. Je les ai vus de ma fenêtre. Ce sont des gens du quartier, je pourrais les reconnaître », raconte précipitamment Mohamed, le quinquagénaire.

Il crie et arrive à peine à retenir ses larmes. « Ils riaient pendant qu'ils nous attaquaient. Les voisins ont enlevé leurs voitures pour qu'ils ne les brûlent pas. Tout était prévu. Les policiers étaient à 100 mètres, ils n'ont rien fait, et les pompiers n'ont pas éteint les flammes. »

La ville de St Jean d'Acre, site du patrimoine mondial, est une poudrière. Quatorze maisons arabes ont été détruites, six, incendiées par des fondamentalistes juifs. Quatorze familles vivent depuis lors à l'hôtel dans la

magnifique vieille ville. Dans St Jean d'Acre (50 000 habitants, dont 40% d'arabes) la cohabitation, toujours fragile et chargée de méfiance, a reçu un coup dévastateur.

L'attaque en toute impunité contre la résidence d'Ahmed a eu lieu dans les premières heures du samedi 11, alors qu'avait déjà germé l'étincelle de l'agitation dans la fête juive de Yom Kippour, le 9 octobre. Un Arabe avait osé conduire son véhicule dans un quartier mixte arabo-juif. Un affront pour les religieux juifs un jour si symbolique. Sans parler des plus fanatiques qui ont organisé une chasse immédiatement. Ils ont fait le siège de la maison de la fille de l'Arabe et ont jeté des pierres pendant des heures. « Mort aux Arabes », criait la horde, selon les dires de plusieurs villageois.

Des mosquées la nouvelle de l'agression s'est répandue et des centaines de jeunes Arabes se sont rendus au quartier de Shikoun. Ils ont brûlé des dizaines de voitures et brisé les vitrines des boutiques juives de l'artère principale de la ville. La police a maîtrisé la situation à seulement quatre heures du matin, et les dégâts ont été réparés rapidement.

Depuis ce jour, la peur et l'impuissance dominent les Arabes. Beaucoup préfèrent ne pas parler. La police, qui patrouille tout le temps, a mis en place des contrôles à l'entrée de la ville. Les appels à un boycott des commerçants arabes ont suivi. Et le maire, Shimon Lankri, a mis son grain de sable : il a annulé le festival de théâtre de la ville, l'événement annuel qui alimente les caisses de la population arabe, qui marque le coup d'« une punition » de plus.

Une vieille juive, dans les 90 ans, approuve les paroles de ses deux filles qui l'accompagnent. « Ce sont des nazis juifs. Le boycott des commerçants arabes c'est comme ce qui s'est passé dans les années trente en Allemagne. » Sa mère a quitté Berlin en 1933 lorsque l'antisémitisme s'est déchaîné. Le petit pogrom de St Jean d'Acre est également intolérable pour Yirmia Dov, qui a tout vu à 94 ans. « Je suis né sous l'Empire Ottoman dans un village de Galilée. Puis 30 ans sous mandat britannique. Nous sommes depuis 60 ans sous l'égide d'Israël. J'ai été officier pendant la guerre de 1948. Ce qui s'est passé n'a pas été spontané. Ça a été prémédité par des juifs racistes qui veulent se débarrasser des Arabes. Mon pays a pris la mauvaise direction. C'est un danger réel pour Israël et les Juifs. »

Yirmia parle devant une minuscule tente de fortune au cœur de la ville des Croisés. Là, Walaa, une jeune étudiante de 20 ans qui préfère ne pas donner son nom de famille, a peur. « Je vivais dans un immeuble de 32 étages dans lequel vivait trois autres familles arabes. Ils me menaçaient de mort depuis des mois. J'ai un conseiller municipal comme témoin qui a vu qui me menaçait. Je n'y retournerai pas », insiste-t-elle à plusieurs reprises. Et elle ne dénoncera pas ceux qui la menacent. Elle a peur des représailles. Walaa parle hébreu, anglais et arabe et baragouine l'espagnol. C'est une Palestinienne de St Jean d'Acre qui, comme son amie Ali Noor, également à la rue, aime s'habiller à l'occidentale : pas de voile, et bras nus.

Les colons extrémistes évacués de la bande de Gaza en 2005 se sont installés à St Jean d'Acre. Le faible prix des logements subventionnés sont prisés. Les yeshivas (écoles religieuses) ont fleuri, et les militants qui soutiennent la ville affirment que ce sont eux qui ont attisé le feu. Un incendie dont le Mouvement islamique en Israël fait son affaire, qui a apporté immédiatement une aide de 1.000 shekels (200 euros) à chaque famille, et qui préfère se dissocier des islamistes. « Si ces 14 familles ne retournent pas chez elles, l'État sera le protecteur du nettoyage ethnique et le soutien du racisme », a déclaré le député David Hammerstein, halluciné par ce qu'il a vu pendant les deux jours de discussions à Saint Jean d'Acre.

Aujourd'hui et demain, les juifs concluent la fête de Kippour. Ils promèneront la Torah dans la vieille ville mal entretenue et habitée par les Arabes (là ils ne préviennent pas les autorités). Lankri dit que des extrémistes juifs projettent d'organiser des émeutes. Mais, contrairement à ce qu'il a été décidé pour le festival de théâtre, il dit que la marche religieuse ne sera pas interdite.

El País –

25 octobre

Juan Miguel Muñoz - El País

Vous pouvez consulter cet article à :

<http://www.elpais.com/articulo/inte...>

Traduction de l'espagnol : Charlotte

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=5254

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Ziad Medoukh : Avec le blocus ,Gaza est paralysée.

Les conséquences et les dégâts.

Depuis plus de 16 mois la force de l'occupation israélienne impose un blocus et un siège total contre la Bande de Gaza..

Malgré la pression internationale et la trêve ce blocus est toujours maintenu.Les conséquences de ce siège sont très graves pour toute la population civile

J'essaie à travers des chiffres et des données tirés de différents rapports des organisations locales et

internationales qui s'occupent des conséquences de ce blocus sur la vie dans la Bande de Gaza tels le comité populaire contre le siège de Gaza, les études et les rapports des centres des droits de l'homme, les rapports de la banque mondiale, de montrer l'influence et les conséquences de ce blocus aveugle et illégal qui touche tous les aspects de la vie à Gaza ; tous les secteurs économiques et sociaux sont paralysés par ces mesures israéliennes qui violent la loi internationale.

Les pertes directes causées par le blocus s'élèvent à plus de 640 millions de dollars depuis le début de ce blocus jusqu'à la fin de ce mois d'octobre.

Le revenu par habitant et par jour est de 2 dollars seulement et 80% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté .

le blocus a engendré des dégâts considérables dans tous les domaines économiques et sociaux, ce qui a fait de Gaza une zone sinistrée . Il paralyse la libre circulation des biens et des personnes de Gaza vers l'extérieur et vice versa. , il entrave tous échanges commerciaux contrairement à tous les accords et toutes les conventions dans lesquels l'état israélien s'engageait devant les organisations internationales ; lesquelles préconisent de faciliter la libre circulation des biens et des personnes conformément à trois accords dont le dernier portait sur les points de passage en novembre 2005 , malgré le respect palestinien de la trêve.

Les rapports ont aussi indiqué que le pourcentage de ceux qui vivent en dessous du seuil de pauvreté s'est élevé atteignant 80% .

Selon la banque mondiale, le taux du chômage atteint 65% entraînant un bas de niveau de vie des Gazaouis qui n'arrivent plus à subvenir aux besoins essentiels de la vie sachant que le revenu annuel est de moins de 650 dollars soit environ deux dollars par jour.

- Le secteur privé :

Il n'est pas en reste car la productivité de ce secteur a baissé de 76% avant le début de l'Intifada Al-Aqsa à 31.1% pendant le premier trimestre 2001. ensuite elle a repris son dynamisme pour atteindre les 46% en juin 2007.

Mais à cause de blocus elle est redescendu au plus bas pour se stabiliser autour de 11%. Ceci par manque de matières premières qui doivent transiter par Israël.

Certaines statistiques indiquent que plus de 43% des entreprises du secteur privé ont fermé contre 55% qui ont réduit leurs activités de plus de 75% .

- Le secteur industriel, :

On note que 97% des 3900 usines ont été fermées mettant au chômage plus de 35.500 ouvriers . et ceux qui ont gardé leur emploi ne dépassent que 1500 ouvriers.

Il faut mentionner aussi que depuis le début du blocus, les pertes mensuelles sont de l'ordre de 15 millions de dollars.

Les bénéfices nets du secteur à Gaza atteignaient 800.000 dollars par jour en 2006 , c'est-à-dire 97.5 millions de dollars jusqu'à la mi-octobre 2008.

Le manque d'exportation de produits a causé des pertes s'élevant à plus de 320 millions de dollars .

Le nombre des établissements industriels est passé de 600 à 30 seulement causant des pertes de plus de 120 millions de dollars et envoyant 6500 ouvriers au chômage.

Plus de 960 usines produisant 5 millions de pièces de vêtements par an dont on exporte 95% en Israël ont été fermées. et 25000 ouvriers ont perdu leur poste .

Les dégâts à cause de l'arrêt d'exportation ont dépassé 40 millions de dollars, on estime que les véhicules dont on a besoin pour l'exportation sont d'environ 245 véhicules par mois.

- le secteur agricole :

On a 70.000 hectares de terres agricoles avec 280.000 à 300.000 tonnes de capacité productive de l'ensemble des produits agricoles par an

Et le tiers de ces produits sont pour l'exportation.

Le secteur agricole permet à plus de 40.000 citoyens de Gaza –c'est-à-dire 12.7% de la population active- de trouver un emploi permanent ou partiel et il fournit la nourriture pour le quart des habitants.

Depuis le blocus imposé sur la bande de Gaza, l'occupation israélienne a interdit l'exportation de n'importe quel produit y compris les produits agricoles à l'extérieur.

Aussi elle ne fait pas entrer les semences, les engrais et les autres équipements agricoles causant de grands dégâts qui ont dépassé 135 millions de dollars depuis mi-juin jusqu'à mi-octobre 2008.

Et selon le ministère de l'agriculture, les pertes journalières par manque d'exportation des produits agricoles ont atteint 150 000 dollars . C'est-à-dire que le total de ces pertes au cours des mois de blocus est de 67 millions de dollars.

Les paysans ont subi des pertes certes sur le marché local car n'arrivant pas à écouler leurs marchandises de ce fait ; ce dernier s'est trouvé engorgé par des produits destinés à l'origine à l'exportation.

Les prévisions montrent que le total de produit pour cette saison sera moins élevé de 20% à 30% que la saison passée . c'est-à-dire que les dégâts mensuels atteignent 10 millions de dollars.

Il faut mentionner que ce blocus a détruit toute une saison de production agricole qui va du 15 novembre de cette année jusqu'à mi-mai 2009.

Notons qu'il y a 7500 paysans qui travaillent cette saison et la totalité de leur production évaluée à 14 millions

de dollars , est exclusivement destiné à l'exportation. Ce sont quelques 3130 km carrés qui sont cultivés (les tomates, les fraises ..etc.)

D'un autre côté et à cause de la limitation de la pêche on estime que plus de 3000 pêcheurs ont perdu leurs emplois et les dégâts mensuels sont de 3 millions de dollars.

- Le secteur de la santé :

Selon les rapports du ministère de la santé, on estime qu'il y a un manque crucial de médicaments essentiels qui dépasse 160 types .

Et plus de 120 types vont s'épuiser dans les jours qui viennent.

Aussi il y a plus que 90 appareils médicaux qui sont en panne et on ne peut pas les réparer par manque des pièces de rechange.

Selon l'Organisation Mondiale de la santé, des centaines de malades ne peuvent pas voyager pour se soigner à l'extérieur bien qu'ils ont besoin de faire des opérations et des chirurgies spéciales.

L'O.M.S affirme que l'occupation a interdit à plus de 1150 malades de sortir afin de se soigner depuis le début de blocus jusqu'à la fin de juin . on estime que plus de 1300 malades ont besoin de se soigner à l'extérieur dont 210 cas délicats

Alors, 259 malades ont trouvé la mort parce qu'ils n'ont pas pu voyager .

- les infrastructures :

Ce secteur est aussi paralysé, toutes les usines de construction ont été fermées, 13 usines de pavé, 30 usines de bétons, 145 usines de marbre et 250 usines de briques causant la perte de 3.500 emplois.

Tous les projets de construction évalués à plus de 350 millions de dollars ont été arrêtés et le programme des Nations Unies pour le développement a aussi arrêté tous les contrats de construction des infrastructures tel que les aménagements des rues, les eaux usées évalués environ à 60 millions de dollars. L'UNRWA de son côté n'a eu le choix que de suspendre ses programmes de 93 millions de dollars qui créaient des emplois dont 16000 personnes étaient bénéficiaires.

Tous les projets de construction des universités, des hôpitaux et des associations publiques et du secteur privé ont été interrompus .

- Les produits alimentaires

Selon les rapports sur la circulation des passages, ce qui entre dans la bande de Gaza ne dépasse pas 15% des besoins quotidiens des habitants pour vivre d'une façon normale.

Les différents rapports ont mentionné que les facteurs de la pauvreté, de chômage et le manque de disponibilité de liquidité ont causé une augmentation des prix. Une grande partie des habitants ne peut pas acheter les produits essentiels, 62% des familles souffrent d'une basse dépense et 93.5% parmi eux ont parlé d'une diminution de niveau d'achat qui a conduit à une diminution de 98% de l'achat de viande et 87% d'achat de produit laitiers.

- Le secteur des eaux usées

Après les événements de juin 2007 à Gaza, les Israéliens ont pris certaines décisions et certaines mesures portant sur la diminution de la quantité de l'essence et des carburants nécessaires pour la mise en marche de la station de l'électricité causant un phénomène nouveau celui des coupures de courant électrique à répétition .

La fermeture des passages et l'interdiction de faire entrer les matériels, les équipements et les pièces de rechange nécessaire pour la maintenance des stations d'épuration des eaux usées, tous cela a empêché les autorités responsables de ce secteur de continuer à offrir le minimum de ses services pour les habitants.

- Les déchets

Sur ce point aussi il y a des dommages considérables. Il faut noter que les poubelles domestiques dans la bande de Gaza font plus de 400.000 tonnes par an.

Et les trois entreprises responsables de ce domaine ne sont plus en mesure de déverser les déchets dans les trois décharges prévues à cause de la pénurie de carburants et de pièces de rechange, ainsi 50% des véhicules de la municipalité de Gaza sont en panne et le reste est menacé de subir encore des dommages. Pour finir ,un seul appel à la conscience mondiale et à la communauté internationale :Sauvez Gaza ;sauvez la vie des enfants de Gaza ;sauvez notre avenir.

/10

5-2 Principes d'unité de la solidarité avec la Palestine

Le NECDP (New England Committee to Defend Palestine) a élaboré dans cette analyse un argumentaire rigoureux permettant de contrer les sionistes présents dans les mouvements de lutte anticoloniaux et en particulier dans les mouvements de solidarité avec la Palestine.

Le NECDP commence logiquement par exposer les principes d'un antisionisme authentique qui rendent possible une stratégie de lutte efficace : considérer Israël comme un Etat colonial et le sionisme comme une forme de racisme, militer pour la libération de toute la Palestine historique et le droit au retour, envisager la lutte palestinienne comme un lutte régionale et mondiale contre l'impérialisme occidental.

Dans un second temps, le NECDP recense les différentes techniques de déstabilisation et de perturbation des organisations pro-palestiniennes par les sionistes, au nombre de onze, et propose, pour chacune d'elle, une méthode de riposte et de neutralisation de l'adversaire.

L'intérêt de ce texte est de lier clairement la conception politique de la situation palestinienne avec la stratégie de lutte contre le sionisme : sans une théorie radicale pas de pratique radicale ...

En avril 2008, le NECDP a organisé une conférence intitulée "Lutte pour la Terre : Sionisme et Répression des mouvements anticoloniaux." Le document qui suit est le résultat des ateliers et de la série de discussions qui ont suivi. Il comprend une section intitulée "11 Méthodes de perturbation sioniste et stratégies pour traiter la perturbation".

Nous le présentons en tant qu'appel aux organisateurs des mouvements pour le changement social et politique afin qu'ils adoptent des principes antisionistes dans le cadre de leur travail.

* Se confronter au racisme et au colonialisme! : Le sionisme est une forme de la suprématie blanche et du colonialisme européen. "Israël" a été fondé sur le Sionisme et est donc un Etat injuste et illégitime.

* Droit au retour et à la récupération des terres: les Palestiniens ont le droit de rentrer et de récupérer la totalité de leur terre historique. L'ensemble de la Palestine Historique doit être décolonisée.

* Droit à résister: les Palestiniens ont le droit de résister à la colonisation et au génocide et au vol de leurs terres et de leurs ressources. Ce droit comprend le droit de résister à des colons (la principale force de génocide en Palestine) et à l'armée. La lutte du peuple palestinien fait partie d'une lutte régionale contre l'impérialisme américain, européen et sioniste.

Combattre le Sionisme

Pourquoi les mouvements pour un changement social et politique devraient adopter des principes antisionistes dans le cadre de leur travail?

Il y a des décennies, des organisateurs ont dû lancer une lutte pour amener les gens à reconnaître que le racisme devait être abordé comme une question spécifique, et qu'il ne pouvait pas simplement être traité dans le cadre de la lutte des classes : qu'il n'était pas suffisant d'avoir une lutte de classes sans une analyse du racisme. Ces organisateurs ont démontré que le racisme est une force omniprésente au sein de la société elle-même et qu'il se montrait aussi à l'intérieur des mouvements pour le changement social et politique et donc, qu'il devait être combattu aussi à l'intérieur de ces mouvements.

Telle est la situation aujourd'hui concernant le sionisme. Le sionisme doit être traité comme une forme de suprématie blanche qui existe au sein de nos mouvements de libération et de changement social. Le sionisme possède sa base principale de soutien politique, économique et militaire aux "États-Unis."

Alors que la grande majorité des peuples du monde reconnaissent que la lutte palestinienne est une lutte légitime contre la violence génocidaire coloniale, aucun mouvement aux États-Unis ne s'est montré encore capable de contester cette base de soutien. Une des raisons à cela, c'est l'influence du sionisme dans l'ensemble de la politique américaine.

L'oppression du peuple palestinien doit être une raison suffisante pour que les organisateurs radicaux adoptent l'appel afin d'affronter le sionisme dans leurs mouvements. Cette confrontation est indispensable également pour d'autres raisons.

Nous comprenons que le Sionisme est un pilier central de l'impérialisme américain qui a été intégré dans les projets américains au niveau mondial - et pas seulement dans le monde arabe, mais en Afrique, en Amérique centrale et en Amérique du Sud et en Asie. Par exemple, depuis les années 1950, les Sionistes ont fourni, formé et conseillé des régimes répressifs et des groupes paramilitaires d'extrême-droite en Argentine, en Bolivie, au Brésil, en Colombie, au Costa Rica, en République Dominicaine, en Équateur, au Salvador, au Guatemala, à Haïti, aux Honduras, au Nicaragua, à Panama, au Paraguay, au Pérou et au Venezuela. Depuis que la base du pouvoir sioniste continue de se trouver aux "États-Unis," le Sionisme est l'ennemi des luttes anticoloniales, peu importe l'endroit où nous vivons. Les Sionistes ont considéré les mouvements anticoloniaux radicaux sur ce continent comme une menace à leur pouvoir et ont activement travaillé à les réprimer. Ils ont été une force centrale dans le développement de la sécurité nationale de l'Etat, de la quasi-légalisation de la torture, et de la soi-disant «guerre contre le terrorisme».

L'implication sioniste dans la "sécurité" d'un État policier - la protection du pouvoir pour les élites colonisatrices ici sur ce continent – englobe tout : du développement politique à la collecte de renseignements, le travail de mercenaires, et le développement de formes de technologie hautement répressives.

Des organisations comme l'Anti-Defamation League ont une longue histoire d'espionnage sur les groupes d'opposition et fournissent des informations aux services de renseignements aussi bien nationaux qu'étrangers. (Dans un exemple documenté dans les années 1980, un espion d'ADL a donné des informations sur le militant anti-apartheid sud-africain, Chris Hani, aux services de renseignements Sud-Africains, il a été ensuite été assassiné à son retour chez lui.) L'ADL finance maintenant des programmes communs de formation pour la police de "Sécurité Nationale" américaine et leurs homologues «israéliens».

Des sociétés de sécurité privée «Israéliennes» comme Instinctive Shooting International offrent la "sécurité" aux sociétés américaines ainsi que des programmes de formation aux forces de police américaines.

L'entreprise militaire et de technologie de surveillance, Elbit Systems, qui a été d'une importance capitale dans la conception du Mur qui maintenant sépare et emprisonne les communautés en Palestine, s'est elle-même engagée à construire le Mur-"frontière" avec le Mexique pour le gouvernement américain.

Par-dessus tout, le maintien d'une base du pouvoir sioniste aux États-Unis, c'est créer un contexte politique sur ce continent dans lequel le sionisme peut prospérer, et cela signifie supprimer une conscience anticoloniale. Des organisations sionistes comme l'American Jewish Committee ont lancé leur soutien actif derrière des dirigeants Noirs des "Droits civiques" qui sont prêts à limiter

leur lutte à un ordre du jour de droits représentatifs sur le papier, tout en s'opposant aux courants nationalistes au sein du mouvement de libération noire qui considéraient leur lutte comme un combat pour l'autodétermination sur leur propre terre. Les Sionistes ont utilisé l'Holocauste comme un moyen de soutenir la création du projet Sioniste en Palestine en le dépeignant comme un mal unique et sans précédent dans l'histoire de l'humanité, refusant ainsi au colonialisme d'être considéré comme une forme de génocide contre les Africains, les peuples des Premières Nations, et les Peuples arabes .

Pour toutes ces raisons, nous pensons que la lutte contre le Sionisme doit devenir un thème commun aux mouvements sérieux sur un changement social et politique. L'adoption des principes antisionistes est une étape nécessaire dans la lutte contre le sionisme au sein de nos mouvements.

Pour aider les organisateurs à atteindre cet objectif, nous avons pensé qu'il était utile de préciser le sens des principes antisionistes, et ensuite d'examiner la manière dont les Sionistes - en particulier les Sionistes au sein de nos mouvements – fonctionnent pour perturber gravement la solidarité anticoloniale.

Quels sont les principes antisionistes ?

En parlant du Sionisme comme une forme de racisme, nous comprenons le racisme comme étant une expression du colonialisme européen. En tant que tel, il ne s'agit pas seulement de l'ensemble des croyances ou des visions du monde partagées par les membres de sociétés coloniales oppressives mais aussi du système de lois et d'institutions grâce auquel ces sociétés appliquent leur pouvoir. Le racisme est l'expression d'une relation matérielle et sociale : les relations entre le colonisateur et le colonisé.

La lutte pour la libération n'est pas une lutte contre des idées dans l'esprit des gens («préjudice») ou contre l'inégalité devant la loi ("discrimination"), mais une lutte pour renverser l'oppression coloniale dans la plupart de ses formes matérielles.

Le colonialisme sioniste en Palestine prend la forme de colonies de peuplement. Comme dans le cas du colonialisme anglo-européen sur ce continent, la colonisation sioniste vise à éliminer la population autochtone pour la remplacer par une population de colons. Cette population de colons est la principale force d'occupation et de génocide contre la population autochtone.

Des courants politiques internes qui sont en conflit les uns avec les autres sur l'organisation du pouvoir au sein de la société de colons : "Gauche", "Droite", "Centre", "Progressistes", "Conservateurs", "Marxistes", "Anarchistes", etc. – ont des points totalement communs concernant le projet de colonisation en lui-même qui devient objectivement le même pour les populations autochtones.

Dans ce contexte, nous estimons que les solutions proposées qui abordent les manifestations du colonialisme (le système d'Apartheid, les inégalités dans la législation et le droit de vote, etc.) mais jamais la réalité sous-jacente de la colonisation - qui contrôle les terres et les ressources de la région – sont des fausses solutions.

La lutte contre le racisme est en fin de compte une lutte contre le colonialisme : une lutte pour libérer la terre. Comme le disait Malcolm X, "la Révolution est basée sur la terre. La terre est la base de toute indépendance. La terre est la base de la liberté, de la justice et de l'égalité." De véritables principes antisionistes doivent soutenir le droit des Palestiniens à libérer leur terre historique par tous les moyens nécessaires.

Comment les Sionistes perturbent-ils notre travail et comment peut-on les arrêter?

Dans le travail de solidarité avec la Palestine, il existe trois types fondamentaux d'opposition à la lutte pour les droits des Palestiniens. Le premier est effectué par des gens qui sont idéologiquement engagés dans le Sionisme, le second, par des gens de bonnes intentions persuadés qu'ils doivent maintenir une alliance avec les Sionistes de Gauche (ou au minimum ne pas les offenser) pour des raisons de crédibilité ou d'autres objectifs stratégiques, et le troisième par des gens qui prétendent s'opposer au principe du Sionisme, mais sont réticents à préconiser des changements dans la pratique coloniale qui permettrait d'obtenir des gains matériels pour les Palestiniens: c'est-à-dire, la résistance aux colons et la libération de la terre.

Voici quelques méthodes qui sont utilisées par les Sionistes pour perturber le travail de solidarité avec la Palestine et des stratégies de lutte contre ces perturbations. Nous avons également noté quelques exemples de méthodes utilisées par des personnes qui ne sont pas Sionistes, en principe, mais qui en même temps ne sont pas opposées, dans la pratique, au Sionisme. Il est important de noter que les méthodes décrites ci-dessous sont souvent utilisées par des personnes bien-intentionnées parmi la "Gauche." Bien que nous ne pensions pas qu'il soit toujours «stratégique» de capituler devant le Sionisme, certainement que le ton avec lequel on peut répondre à quelqu'un qui agit de bonne foi, par opposition à quelqu'un qui tente de perturber le travail d'organisation devrait être différent. Il est également important de garder à l'esprit que l'on doit affronter le Sionisme de ceux qui sont bien intentionnés, tout comme on l'aurait fait face à toute autre forme de racisme de gens bien-intentionnés.

11 méthodes de perturbation Sioniste et stratégies de lutte contre ces perturbations

1. Rebondir vers la "stratégie" en l'absence d'objectifs communs

C'est probablement la méthode la plus commune de perturbation utilisée par ceux qui sont engagés idéologiquement dans le Sionisme. Disons qu'une proposition antisioniste est en cours de discussion. Les Sionistes dans un groupe suggèrent que défendre les droits des Palestiniens de cette façon n'est pas "stratégique" pour des raisons diverses : "le public américain va avoir peur", "l'opinion publique américaine

n'est pas suffisamment informée pour comprendre ", " Cette approche permettra de détruire le travail antérieur ", ou "cela nuira aux Palestiniens."

La meilleure façon de faire face à cette méthode de perturbation est de présenter au groupe l'argument qu'il ne peut pas avancer sur la stratégie avant de se mettre d'accord sur ce que sont les principaux objectifs politiques.

C'est un bon moment pour présenter les principes d'unité sur la solidarité avec la Palestine énoncés ci-dessus. Si le Sioniste continue à être source de perturbations, il est temps de faire le tour de la pièce et de poser aux gens quelques questions de base, "Sommes nous tous d'accord sur le fait que le Sionisme est une forme de racisme et de colonialisme et que nous nous y opposons? ", "Sommes-nous tous d'accord sur le fait que les Palestiniens ont le droit à l'ensemble de leurs terres? ", etc.

C'est une façon de faire appel au racisme. Il est également important de noter que les seules personnes qui ont tendance à être vraiment effrayées par une analyse antisioniste de la situation en Palestine sont les Sionistes, et non le grand public.

2. Opposition au "cycle de la violence" : dénoncer "la violence des deux côtés"

Les Sionistes utilisent souvent l'argument de la "non-violence" comme moyen de dénoncer la résistance palestinienne. Cette méthode implique habituellement d'assimiler la violence d'État à la résistance des autochtones à la violence d'État - une assimilation qui est ridicule.

Aussi ridicule est l'idée que les financiers du colonialisme et du génocide en Palestine, des gens dans ce pays, seraient en mesure de dicter la tactique ou la stratégie à des gens qui résistent à la violence qui vient d'ici. La population de territoires occupés a le droit de résister, point final.

3. Soutenir le "droit à l'autodétermination" des «deux peuples» en «Palestine/Israël», "les gens ordinaires des deux côtés veulent la paix."

Dans ce cas, les Sionistes défendent le récit sioniste: que les colons ont droit à l'autodétermination sur des terres qu'ils ont volées et qu'ils occupent maintenant par la force militaire, et que ce droit est compatible ou équivalent au droit des peuples autochtones à se réapproprier leur propre territoire. Dans de telles situations, il convient de souligner que le Sionisme est une idéologie coloniale européenne, et non une lutte de libération nationale.

Cela se manifeste dans l'usage de termes comme "Israël/Palestine" (parfois utilisé par les Palestiniens eux-mêmes qui estiment que ce sont des concessions stratégiques nécessaires pour gagner le soutien populaire ici.) Lorsqu'ils sont affrontés, les Sionistes répondent souvent qu'ils ont "des partenaires en Palestine " qui soutiennent cette analyse. Il est important de faire remarquer lorsque cet argument est utilisé que le rôle de l'action de solidarité n'est pas d'imposer des limites à la lutte des peuples autochtones en choisissant pour un soutien ou en cultivant ou en renforçant les courants qui sont disposés à faire des concessions.

Le travail des militants de la solidarité est de soutenir l'ensemble des demandes des autochtones et de ne pas interférer avec le processus par lequel le mouvement autochtone prend ses propres décisions collectives sur les demandes et la stratégie.

4. Faire valoir la "complexité" de la situation

Le manuel de la Hasbara sur le thème "Promouvoir Israël sur les campus » stipule ce qui suit:

"Si un activiste juif est réellement en désaccord avec certaines actions, il est légitime de le dire à condition que cela soit fait d'une manière qui défende et soutienne Israël en tant que pays et de tenter de placer l'action dans le contexte d'une situation complexe."

La réponse à cela doit être directe. Il n'y a rien de compliqué sur les questions fondamentales de la justice en Palestine : le racisme, le colonialisme et le génocide sont inacceptables et on doit s'y opposer.

5. Rebondir sur la "procédure"

S'ils n'arrivent pas à atteindre leurs objectifs politiques par la discussion, les Sionistes peuvent épuiser et détruire des groupes en transformant des discussions politiques en d'interminables discussions sur la "procédure" du groupe.

Cela se produit quand un membre du groupe tente de retarder le début ou la fin des travaux, ou qu'il n'est pas d'accord avec une prolongation ou en disant que certaines procédures du groupe n'ont pas été suivies.

Il est préférable de souligner, dans ces cas, que la procédure du groupe est utilisée à mauvais escient pour atteindre un certain objectif politique et qu'il faut recentrer le débat sur le travail politique.

6. Insultes

S'ils n'arrivent pas à atteindre leurs objectifs politiques par l'une des méthodes ci-dessus, les Sionistes vont parfois se livrer à des insultes : cela peut aller d'"irréaliste" à "sectaire" et à "terroriste". Cela arrive parfois publiquement dans des discussions de groupe, mais le plus souvent cela se produit en dehors de la discussion du groupe.

Dans ce cas, c'est une bonne idée que d'attirer l'attention sur les insultes comme une méthode couramment utilisée pour discréditer ceux qui sont confrontés au racisme, à l'oppression des classes, au sexisme, à l'homophobie, etc. C'est aussi une bonne idée que de décourager les insultes en encourageant le débat politique ce qui permettra de clarifier quels conflits politiques ont engendré les insultes.

. Le «Dialogue» entre Israéliens et Palestiniens comme "Pont pour la paix», ou «dialogue interreligieux» qui est utilisé comme une occasion de promouvoir le soutien à «Israël».

Les sujets de discussion du dialogue interreligieux peuvent être aussi clairs que «Pourquoi les chrétiens devraient soutenir Israël », ou utiliser des moyens moins évidents de sensibilisation, comme dans l'exemple du groupe de dialogue interreligieux de Boston Groupe (tiré de leur site):

"Trinity créait également une relation avec Temple Israël pour répondre aux préoccupations de la communauté juive de Boston après que l'un des évêques anglicans du Massachusetts et de nombreux autres membres du clergé soient allés manifester devant le Consulat israélien à Boston pour exprimer leur préoccupation au sujet de la situation des Palestiniens. Fallon a dit à la communauté juive qu'il percevait cela comme une "cinglante critique", et l'équipe ministérielle de Trinity a cherché à avoir des relations avec la communauté juive afin de remédier à ce problème "

Hillel dit :

"Cela peut paraître paradoxal, mais peut-être que le meilleur moyen de renforcer le lien à long terme entre les étudiants juifs et Israël c'est de lui permettre d'être remis en cause, réexaminé et interrogé sur le court terme. En introduisant des éléments d'autocritique, de débat, de dialogue et de réflexion dans notre satisfaction d'Israël, nous ne faisons pas seulement qu'envoyer à Israël une image plus engageante d'une société énergique, mais nous faisons aussi plus d'efforts pour encourager les étudiants qui se méfient des points de discussion, des messages simples à venir soutenir la cause."

En affrontant le Sionisme, il est important de rappeler que la péréquation oppresseur et opprimé est complètement inappropriée et qu'un tel « dialogue » se déroule dans le contexte de circonstances matérielles très réelles de l'injustice et de l'oppression raciste.

Suggererions-nous de créer des "groupes de dialogue" entre l'opprimé et l'opresseur dans n'importe autre travail sur la justice sociale?

8. Utilisation des stéréotypes féministes occidentaux sur la femme arabe comme étant "super-opprimée" pour démontrer que la colonisation est « bonne » pour les femmes arabes.

Il convient de souligner qu'il existe de nombreux stéréotypes qui prévalent en Occident sur les femmes palestiniennes, les femmes musulmanes et les femmes arabes comme étant "super-opprimées."

Ces stéréotypes ont été commodément utilisés pour justifier le vol des terres palestiniennes et des ressources par les Sionistes, ainsi que par l'impérialisme.

américain. Tout comme les colons de toutes époques l'ont fait ici sur ce continent, en Afrique, en Amérique centrale et en Amérique du Sud et dans les Caraïbes, les Sionistes prétendent apporter le "progrès" aux personnes contre qui ils commettent un génocide.

Les femmes palestiniennes ont de solides formes d'organisation collective dans le cadre de leurs propres communautés. Elles ont également joué un rôle central dans les mouvements de résistance tout au long de l'histoire palestinienne. Elles sont les mieux placées pour déterminer leurs propres priorités, objectifs et intérêts.

On peut dire en général que les femmes des sociétés colonisées ne pensent pas être libérées lorsqu'on largue sur elles des bombes, lorsqu'elles sont emprisonnées et torturées, privées de leurs ressources, ou que leurs familles sont assassinées. Le colonialisme n'a jamais apporté la libération à tous les secteurs de la société parmi les peuples colonisés.

9. Utiliser la reconnaissance historique des crimes du colonialisme pour dévier vers l'action "vérité et réconciliation" qui préserve le statu quo plutôt que des actions de soutien à la libération de la terre. Cela fonctionne de la même manière que les groupes de dialogue. La simple reconnaissance de l'histoire de la colonisation devrait aboutir à la réconciliation, sans libération des terres ou des ressources. Dans ce cas, la réconciliation précède tout démantèlement matériel de l'injustice.

Par exemple, il y a eu une très récente tendance actuelle de « reconnaissance de la Nakba » en "Israël".

Cas d'espèce : Zochrot, une organisation qui « travaille à rendre l'histoire de la Nakba accessible au public israélien de façon à engager les Juifs et les Palestiniens à discuter dans un esprit d'ouverture de notre douloureuse histoire commune."

Autres citations de Zochrot:

"Nous avons également organisé des rencontres entre les réfugiés palestiniens et les Israéliens qui vivent sur leurs terres. Au cours de la rencontre, les différents récits de 1948 ont été partagés et c'est une tentative de discussion sur les possibilités de création d'un espace qui permettrait aux besoins des deux parties d'être respectés"

Tiré d'une déclaration de Zochrot en Mai 2007:

".. Une injustice ne peut pas être corrigée par une autre injustice, et le droit au retour, comme tout autre droit, doit être mis en œuvre avec soin pour s'assurer que les autres droits seront protégés "

Les "autres droits" dans ce cas sont probablement les "droits" des colons.

10. Rendre le sujet de discussion personnel

Cela prend souvent la forme de quelqu'un qui exprime sa "gêne" sur la façon dont le débat a lieu. Quand le racisme est appelé, les Sionistes personnalisent souvent le débat politique, en disant qu'ils se sentent "attaqués" et "non supportés" par le groupe.

Il est préférable dans ces cas de ne pas consacrer du temps à vous expliquer de façon plus acceptable à quelqu'un qui épouse le racisme.

Soyez ferme et clair dans votre analyse. Soyez brefs : "Affronter le racisme peut être inconfortable pour certaines personnes", et avancez.

Ne pas laisser le travail politique être avorté par ce type de perturbations.

11. Propager des stéréotypes et des mythes au sujet de la résistance islamique afin de discréditer la résistance et diminuer la solidarité envers celle-ci.

La résistance islamique en Palestine et au Liban est un mouvement de résistance du pays qui bénéficie d'un large soutien dans tous les milieux, mais en particulier parmi les secteurs de la société les plus pauvres et les plus marginalisés.

Beaucoup de personnes dans le monde arabe considèrent ces organisations comme «la véritable Gauche», puisqu'elles offrent une grande variété de services sociaux à la population qui a été ignorée par les gouvernements, les semi-autorités et les organisations internationales.

Alors que les désaccords idéologiques sont importants entre les mouvements de la résistance islamique et la Gauche anti-impérialiste, la résistance islamique ne se situe pas à Droite de l'éventail de la pensée politique et bénéficie de nombreux points communs avec ce qui reste de la Gauche anti-impérialiste sur de nombreuses questions sociales pour les masses en général.

Il est important de noter que l'Islam, avec ses nombreuses écoles de pensée ne fonctionne pas comme une église organisée. Ainsi, l'argument laïc occidental est moins pertinent, car il n'y a pas de pouvoir de contrôle de l'église. Toutefois, les mouvements de résistance islamique ont montré par la pratique qu'ils ne sont pas intéressés à imposer de nouvelles normes sociales sur la population. Ils se considèrent simplement comme un mouvement de libération avec l'objectif principal de libérer les peuples et les terres de l'emprise du colonialisme et de l'impérialisme.

Il est regrettable de voir les gens de Gauche rejoindre le mouvement de propagande anti-islamique dans une tentative de discréditer les mouvements de résistance islamique. Il s'agit d'un mouvement réactionnaire de personnes privilégiées ayant peu de connaissances sur la nature de la résistance et son idéologie révolutionnaire issues de l'expérience du prophète de l'islam.

Les femmes jouissent de postes élevés dans le mouvement de la résistance islamique et gèrent exclusivement le réseau des organisations de soutien social. Elles sont impliquées dans les activités de la résistance, occupent des sièges au conseil et participent aux prises de décision tout en portant fièrement des foulards sur leur tête. Le mouvement de résistance islamique apprécie les contributions des précédentes organisations anti-impérialistes, nationalistes et de Gauche.

Dans un récent accord d'échange de prisonniers, la Résistance islamique a insisté sur le retour des restes de tous les combattants, quelle que soit leur affiliation politique. La célébration qui a suivi réunissait les drapeaux de la résistance islamique et les drapeaux de la résistance de Gauche. La résistance islamique est un prolongement du même combat!

23/10

New England Committee to Defend Palestine

Source : <http://www.onepalestine.org>

Traduction : MG pour ISM

6 Annexe :

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

6-1 Hamas : Son histoire de l'intérieur.

Dr. Azzam Tamimi

Avant-propos

Alors que j'écris, la résolution de l'ONU prévue pour résoudre le conflit au Liban doit encore entrer en vigueur. Mais alors que le destin du sud Liban attend encore d'être fixé, il est évident que ces événements-là auront un impact de grande portée. L'impact est déjà manifeste dans la façon dont des mouvements comme le Hezbollah et le Hamas ont partout pris le contrôle de l'imagination des musulmans. Il est aussi certain que les vagues du Liban vont s'étendre bien au-delà de la sphère de l'opinion publique, et il se peut que nous soyons à la limite de changements plus profonds – même si nous ne pouvons être certains de ce que ces changements vont entraîner.

Il est aussi clair du langage employé en occident et notamment aux Etats-Unis vis-à-vis de ce conflit qu'il existe une profonde méprise concernant ce que des mouvements comme le Hezbollah et le Hamas représentent. Ceci est similaire à la mauvaise lecture de la base qui a donné lieu à la terrible "Guerre totale contre le terrorisme", qui a cherché à mélanger des mouvements comme le Hamas avec Al-Qaïda, une union qui viole gravement la vérité – alors qu'il se pourrait qu'elle convienne à quelques politiques qui ne sont intéressés que par la promotion des "modérés" pro-occidentaux partageant leurs opinions.

En propageant délibérément et en perpétuant le mensonge selon lequel des mouvements islamiques modérés comme le Hamas ne sont pas différents des révolutionnaires d'Al-Qaïda, qui croient qu'il faut d'abord brûler une société pour en construire une nouvelle, l'occident renforce la perspective d'un conflit plus vaste entre lui et les courants politiques dominants dans la région. L'amalgame risque de produire un réel conflit, avec la possibilité de conséquences désastreuses, en plaçant l'occident en mauvais termes avec des mouvements comme le Hamas qui symbolisent pour de nombreux musulmans l'espoir d'une réelle réforme et d'une société meilleure. Dans cette condition de profonde méprise, un livre qui aide à présenter le Hamas et à répondre à ces défauts de l'analyse occidentale est plus qu'important : il est vital. La connaissance profonde de

Dr. Tamimi de l'islam politique dans son étendue lui permet de parler du Hamas avec une vision plus large ainsi que d'écrire un essai qui fera autorité sur un sujet avec lequel il a une grande familiarité. Non pas comme de nombreux "experts", il s'agit ici d'un véritable expert.

Le Hamas se tient dans la tête d'avant-garde des mouvements reflétant un sens de profond mécontentement musulman avec l'ordre mondial actuel et son impact direct sur leurs sociétés. De nombreux musulmans ressentent aussi l'hégémonie qui cherche à imposer le modèle culturel occidental comme unique, en présentant les valeurs universelles de liberté, de justice et de bonne administration. Les islamistes épousent et proclament ces valeurs, mais ils rejettent l'idée que l'occident jouit d'une certaine sorte de copyright culturel sur la façon dont ces valeurs sont appliquées, sur la façon dont elles devraient faire partie de la vie quotidienne. En outre, le Hamas doute que l'occident, dans sa configuration actuelle, ait grand-chose à enseigner aux musulmans pour ce qui est des valeurs de justice (dans son sens large), d'administration éthique ou de respect des autres. Le Hamas ainsi que le Hezbollah soutiennent des élections libres, mais sont d'avis que l'occident est hautement sélectif dans son enthousiasme pour la "liberté".

Bien entendu, le Hamas défend la résistance armée. Pour l'occident, ceci est gênant : les occidentaux peuvent comprendre que l'islamisme soit la politisation du mécontentement musulman face à l'actuel ordre mondial, mais l'utilisation de la violence par un acteur non-étatique semble particulièrement menaçant pour nos susceptibilités. Pour nous, l'emploi de la violence menace d'une descente aux enfers ; cela frappe les certitudes européennes formées depuis que notre "califat chrétien" a pris fin avec le Traité de Westphalie. A ce moment, notre califat du saint empire romain se déchira en plusieurs nations-états séparés ; l'Eglise a été séparée de l'Etat, et la religion, au moins en théorie, est devenue du domaine de la propriété personnelle seulement. Cela a été un tournant dans l'histoire européenne, que nous percevons comme un élément fondamental nécessaire pour les Lumières ainsi que pour le développement de la raison et de la laïcité et pour le progrès de la science. Cette idée a dominé la pensée européenne au cours des deux cents dernières années. Elle est finalement devenue synonyme de modernité pour la plupart des occidentaux.

Il n'est pas vrai que les gouvernements occidentaux rejettent avec force la violence en soi : l'Irak, l'Afghanistan et maintenant le Liban témoignent de cela ; mais nous voyons la structure westphalienne de nations-états comme seul cadre pour l'utilisation "légitime" de la violence. Les Etats peuvent pratiquer la violence ; mais lorsque des mouvements l'utilisent, cela semble menacer des certitudes traditionnelles, ces mêmes certitudes traditionnelles servent de base aux Lumières. Dans le fond, les mouvements comme le Hamas semblent défier nos certitudes westphaliennes. Bien sûr, pour les islamiques, la récente histoire porte un message différent. Les nations-états n'ont rien des idées bienveillantes que nous attribuons aux Lumières. Pour la plupart des Arabes, le dessin des frontières nationales s'est fait récemment et a été imposé, avec quelques idées bienveillantes et peu de "lumière".

Lorsque l'occident observe un mouvement comme le Hamas, qui semble contredire nos certitudes fondamentales des Lumières, sa première exigence est qu'il renonce à la violence, qui se désarme et qu'il se joigne à un parti politique.

Ce qui est implicite dans cette condition, c'est que les mouvements comme le Hamas doivent accepter nos certitudes. Notre pré-condition invariable, avant même toute discussion, est qu'ils doivent s'engager dans nos termes. La violence "légitime", nous insistons, doit rester seulement entre les mains des acteurs de l'Etat, aussi douteux qu'il puisse être. Notre exigence implique aussi que ces mouvements reconnaissent les déclarations concernant l'ordre mondial qui positionne à jamais l'occident comme propriétaire du modèle pour la réalisation de la modernité. Ceci est le point crucial, car l'adoption par le Hamas de notre modèle équivaut à son acceptation de l'ordre mondial prédominant qui cherche à imposer les termes pour un Etat palestinien sur une base que les Palestiniens considèrent comme étant manifestement injuste. Le Hamas constate aussi que la demande de jouer seulement selon les règles occidentales est un exercice de pouvoir destiné à les "domestiquer", et à forcer un soutien à l'hégémonie occidentale. Le consentement nie au mouvement son autorité ainsi que sa légitimité : son accord n'est donc pas une option, d'où le besoin de rester une force armée face à l'hostilité occidentale et israélienne.

Le défi envers l'hégémonie occidentale et israélienne ne doit pas être considéré comme antioccidental. Le Hamas n'est pas antioccidental. Le défi du Hamas envers notre soi-disant copyright pour l'organisation socio-économique de la modernité n'implique non plus aucun anti-modernisme virulent. Le Hamas cherche plutôt à former un ordre social et politique juste en Palestine, opposé à un environnement d'oppression et d'exploitation basé sur l'hégémonie de l'occident. Il croit qu'il a de meilleures réponses pour la formation d'un avenir politique palestinien que celles que peuvent présenter l'occident. En agissant de la sorte, le Hamas, comme d'autres mouvements islamiques, croient qu'une nouvelle réflexion politique islamique peut être prise uniquement en se désengageant des perspectives historiques et philosophiques reçues de l'occident.

Le défi posé par un mouvement comme le Hamas devrait être compris comme étant aussi bien intellectuel que militaire. Le Hamas prend l'action armée comme un seul outil qui peut être utilisé pour accomplir ses objectifs, et son avantage n'est pas perçu comme un ingrédient essentiel de sa philosophie, mais comme une nécessité face à l'hostilité quasi-universelle et à une occupation vouée à mourir. Je crois que l'ouvrage de Dr. Tamimi nous accompagnera pour nous aider à gagner le courage d'examiner ce défi présenté à certaines de nos certitudes et icônes culturelles et à répondre intelligemment plutôt qu'avec notre défensive habituelle.

Alastair Crooke
Conflicts Forum

[26/10/2008 - 02:34]

HaDr. Azzam Tamimi

Beyrouth, le 13 août 2006

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd%2fF7pkgJUE53N3pZngd29EpgxlfEcW%2fCKiSQ5BTCyiHzGQV63GzSpN7tMnEKzDc9IUmuBLXzOz1SQBqcxK2xsJN](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd%2fF7pkgJUE53N3pZngd29EpgxlfEcW%2fCKiSQ5BTCyiHzGQV63GzSpN7tMnEKzDc9IUmuBLXzOz1SQBqcxK2xsJN)

6-2 Denis Charbit : L'après W. Bush.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

La diplomatie américaine aura multiplié les déceptions et les erreurs au Proche-Orient depuis 2001.

Si cet échec n'a guère amélioré les perspectives de paix entre Israël et ses voisins arabes, le monde entier espère que le nouveau locataire de la Maison Blanche définira une politique nouvelle et différente de George Bush.

Lorsque vous aurez ce numéro de *Regards* entre les mains, les Etats-Unis auront désigné leur nouveau président.

Obama ? McCain ?

Les jeux sont faits !

L'inconnue présidentielle -et c'est bien la chance des Etats-Unis- ne dure que le temps d'une campagne électorale. Les résultats publiés, l'heureux élu est au pouvoir, et pour quatre ans, quoi qu'il advienne.

En Israël, la foire d'empoigne ne s'arrête jamais, et ce n'est pas une crise économique mondiale d'une ampleur inégalée qui dissipe les caprices et les calculs. Tzipi Livni en sait quelque chose : après quatre semaines de vaines négociations en vue de former un gouvernement, elle en appelle à des élections législatives anticipées qui se tiendront probablement en février ou en mars 2009. Il n'y a donc aucune raison de se frotter les mains, même si le monde tourne la page de huit années d'une présidence américaine dont le bilan aura été catastrophique et dont Israël essuie directement les retombées.

Morale des intentions et morale des résultats

De nombreux enseignements peuvent être tirés de l'expérience Bush, une leçon entre toutes mérite d'être retenue : entre la philosophie politique et la politique, il existe une différence de taille - la première décrit une morale des intentions, la seconde est tenue d'afficher une morale des résultats. La démocratisation des Etats de la planète en général, et du monde arabe en particulier, est un objectif louable, son application fut désastreuse; la « feuille de route » fut une excellente démarche, sa réalisation n'a jamais été mise à l'épreuve. La guerre en Irak a(ndrl : *presque*) été une brillante victoire militaire, l'issue politique demeure chaotique.

On se félicite en Israël de huit années d'amitié israélo-américaine indéfectible.

On oublie que les inquiétudes furent vives au lendemain de l'élection de Bush Junior en 2000 : le fils ne vengerait-il pas le père avec lequel la crise fut aux temps de Shamir déclarée ?

La situation inverse règne aujourd'hui : c'est au tour du candidat démocrate d'inspirer quelques craintes, tandis que McCain rassure. Ce n'est pas une prise de position idéologique, encore moins un sentiment raciste que l'avantage naturel du déjà-vu au détriment de l'incertain.

Faut-il attribuer aux velléités d'Obama de discuter avec l'Iran les réserves qu'il suscite, tant on demeure convaincu en Israël que la négociation est vouée à l'échec et que de deux choses l'une : ou bien l'Iran sera dépossédé de sa bombe par la force ou bien il en aura une, envers et contre tout.

Barack Obama peut rassurer

En vérité, nous ne savons rien ou presque des convictions profondes de Barack Obama et de John McCain. Ils n'ont démontré jusqu'ici ni grand enthousiasme ni une inquiétante froideur envers Israël. McCain plaide pour la continuité, mais ne convient-il pas de s'interroger sur son utilité réelle ? Concernant l'aide économique, elle ne sera pas maintenue au niveau actuel si la crise économique se poursuit. Cependant, l'aide américaine consistant à permettre à Israël de s'approvisionner et de s'équiper pour ses besoins militaires sur le marché américain, si une réduction du volume global de l'aide devait être décrétée, elle serait symbolique. Sur le plan diplomatique, c'est moins la vision des choses de l'un ou l'autre des candidats qu'il faut essayer de percer et de dévoiler que les équipes dont respectivement ils s'entourent. A cet égard, l'incertitude est plus grande côté républicain. L'école idéaliste s'étant largement plantée, comme on dit familièrement, il est probable que McCain préférera amener aux affaires les partisans de l'école réaliste. Ils n'ont pas de grands desseins mais au moins ont-ils les pieds sur terre et ne cherchent pas à impliquer Dieu, le bien et le mal dans leurs calculs. Ils ne font pas de cadeau non plus et ne s'émeuvent guère de l'amitié des peuples, de la communauté des valeurs et de la fidélité en relations internationales. Entre la stagnation et la fuite en avant, l'option McCain n'inspire pas l'espoir d'un changement immédiat et positif au Moyen-Orient. C'est en revanche le terrain sur lequel Obama peut rassurer. Il semblerait que Denis Ross soit nommé au Département d'Etat, or, Clinton l'avait choisi comme conseiller spécial pour le Moyen-Orient. C'est à ce titre qu'il fit partie de l'équipe de négociateurs américains aux côtés de Bill Clinton au triste et célèbre Sommet de Camp David en juillet 2000. C'est peu de dire que sa connaissance du contentieux est parfaite. Il ne lui manque pas non plus la volonté de réussir là où ses prédécesseurs et lui-même comme conseiller ont échoué.

Pas facile d'être un nouveau Carter

L'ambition de Barack Obama est certaine, mais il n'est pas sûr que le dossier israélo-palestinien lui assure une victoire rapide propre à favoriser sa réélection. McCain, lui, a déjà annoncé la couleur : le conflit israélo-arabe étant un des moins meurtriers de la planète -ce qui est vrai-, il est prioritaire de régler les autres d'abord - ce qui l'est moins, affaire de point de vue. Cette logique strictement arithmétique ne tient pas compte du fait que ce conflit est le plus long, ce qui mérite bien qu'on s'y penche, d'autant qu'il ne faut pas être grand clerc pour parachever la négociation. En commençant par le dossier israélo-syrien, dont on sait depuis 2006 que la résolution ne réglera pas seulement le contentieux territorial autour du plateau du Golan : extraire la Syrie de cette alliance trop étroite qui la relie à l'Iran est un impératif que le président américain ne peut balayer d'un revers de la main, d'autant que la solution figure dans le dossier qu'il suffit de dépoussiérer. Concernant le conflit israélo-palestinien, la prudence s'impose, essentiellement en raison du décalage entre des conversations qui vont bon train et des résultats toujours au point mort. Contrairement aux espoirs que fonde la gauche intellectuelle israélienne sur Barack Obama, il convient de se montrer plus réservé sur ses chances dans la résolution du conflit. Il ne lui sera pas facile d'être le nouveau Jimmy Carter réunissant les leaders d'Israël et de Palestine pour un nouveau traité de paix. Indépendamment de la bonne volonté présidentielle et de la constance des intérêts américains dans cette zone d'influence, de la capacité de l'un ou l'autre candidat à exercer des pressions sur le partenaire récalcitrant, il est prématuré de gloser sur un accord alors qu'on ignore qui, dans un mois, dans un an, en seront les protagonistes côté israélien et palestinien confondus. • denis charbit Les craintes de Bibi Netanyahou Le résultat de l'élection du 4 novembre ne sera pas sans effet sur l'issue des élections israéliennes. Et c'est peut-être la raison supplémentaire pour laquelle la gauche israélienne « vote » Obama avec le cœur et la tête. Il incarne le changement, c'est clair. Une nouvelle Amérique tant mieux : plus juste, plus solidaire, plus généreuse, celle des minorités qui se sont intégrées dans l'américan way of life et parviennent enfin à forcer le plafond de verre qui les séparait de l'élite hégémonique. Mais l'élection d'Obama pourrait bien être le premier obstacle dans la course de fond de Netanyahou vers le pouvoir. L'élection de McCain lui ouvre un boulevard. Celle d'Obama lui complique la tâche : il aura alors plus de mal à convaincre l'opinion de voter pour lui si Obama est à la Maison Blanche. Les Israéliens ont trop de bon sens pour ne pas réfléchir à deux fois avant de placer à la tête du pays un homme politique qui sera incapable de reconstituer avec le nouveau président élu le couple idéal dans la foulée de Golda Meïr-Nixon, Begin-Reagan, Rabin-Clinton, Bush-Sharon et même Bush-Olmert. Netanyahou ne fera pas l'affaire. La tension est inscrite entre les deux hommes, inévitablement. Netanyahou est chez lui dans le camp républicain, il est presque *persona non grata* parmi les Démocrates qui s'occupent du Moyen-Orient. Obama n'est peut-être pas le Messie qui transformera le Moyen-Orient compliqué en une zone de paix simple et paisible. Il pourra tout au moins insuffler de l'énergie aux forces de paix qui, depuis le 11 septembre, se sont singulièrement affaiblies.

Denis Charbit. [Maître de conférences en sciences politiques à l'Open University de Tel-Aviv](#)

Publié le 7 novembre 2008

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Denis_Charbit.051108.htm

Source : CCLJ